



RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2003 B 08226

Numéro SIREN : 448 567 867

Nom ou dénomination : BRAINSONIC

Ce dépôt a été enregistré le 19/08/2016 sous le numéro de dépôt 83916

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 19-08-2016

N° DE DEPOT : 2016R083916

N° GESTION : 2003B08226

N° SIREN : 448567867

DENOMINATION : BRAINSONIC

ADRESSE : 28 R MESLAY 75003 PARIS

DATE D'ACTE : 01-07-2016

TYPE D'ACTE : Décision(s) du président

NATURE D'ACTE : Réduction du capital social

Brainsonic Sas

Société par Actions Simplifiée au capital de 463 687 Euros

Siège social : 28, rue Meslay – 75 003 Paris

448 567 867 RCS PARIS

**PROCES-VERBAL DE
LA DECISION DU PRESIDENT
EN DATE DU 1^{er} JUILLET 2016**

**L'an deux mille seize,
Le premier juillet,
A dix heures,**

Le Président de la société BRAINSONIC, société par actions simplifiée au capital de 463 687 Euros, divisé en 463 687 actions de 1 euro, prend les décisions qui suivent.

REDUCTION DE CAPITAL SOCIAL SELECTIVE PAR VOIE DE RACHAT D' ACTIONS SUIVI DE LEUR ANNULATION

Le Président rappelle :

- que par délibération en date du 30 mai 2016, l'Assemblée Générale Mixte des associés de la Société a décidé de réduire le capital social d'une somme de douze mille deux cents (12 200) euros pour le ramener de quatre cent soixante-trois mille six cent quatre-vingt-sept (463 687) euros à quatre cent cinquante-un mille quatre cent quatre-vingt-sept (451 487) euros par voie d'annulation de douze mille deux cents (12 200) actions ordinaires, d'un montant nominal d'un (1) d'euro.
- que le prix de rachat a été fixé à la somme de 30,08 euros par action ;
- que l'Assemblée Générale a conféré tous pouvoirs au Président aux fins de :
 - constater l'absence d'opposition des créanciers,
 - procéder au rachat des actions relatif à la réduction de capital et au versement du prix en conséquence,
 - procéder à l'annulation des actions,
 - procéder aux modifications statutaires,
 - constater la réalisation définitive de la réduction de capital,
- qu'un extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Mixte a été déposé au Greffe du Tribunal de Commerce de Paris le 31 mai 2016;

- que les associés de la Société ont expressément renoncé à la protection qu'il leur est offerte par l'article L.225-204 alinéa 1^{er} du Code de commerce, en décidant, à l'unanimité, lors de l'Assemblée Générale Mixte en date du 30 mai 2016, de procéder à une réduction de capital en la réservant exclusivement à certains associés.

Le délai légal de 20 jours étant écoulé et aucune opposition n'ayant été faite dans ce délai par un créancier quelconque, le Président a constaté la purge du droit d'opposition des créanciers et en conséquence, constate la réalisation de la réduction de capital précédemment décidée.

En conséquence, le Président, usant des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'Assemblée Générale Mixte des Associés du 30 mai 2016, **constate** l'absence d'opposition par un créancier quelconque dans le délai de 20 jours à compter du dépôt du procès-verbal au Greffe du Tribunal de Commerce de Paris et **constate** la purge du droit d'opposition des créanciers.

Compte tenu de ce qui précède et en conséquence :

- des résolutions adoptées par l'Assemblée générale Mixte des associés du 30 mai 2016 ,
- de la constatation de l'absence d'opposition qui vient d'être faite ci-avant,

le Président **usant** des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'Assemblée Générale Mixte des associés du 30 mai 2016,

a procédé en date du 24 juin 2016 au rachat des **12 200 actions** d'actions, objet de la réduction du capital de la société Brainsonic, au prix de 30,08 € par action, soit pour un prix total **de 366 976 euros**, et a versé le prix en conséquence, selon la répartition suivante :

Monsieur Guillaume OLIVIERI, pour 6 100 actions, soit	183 488 €
Monsieur Olivier ARMITANO-GRIVEL, pour 6 100 actions, soit	183 488 €

a procédé à l'annulation des **12 200** d'actions de 1€ de la société Brainsonic appartenant auxdits associés,

constate que le capital de la Société se trouve réduit à la somme de 451 487 euros par voie d'annulation de 12 200 actions ordinaires, divisé en 451 487 actions de 1 euro de valeur nominale chacune,

Décide que le prix d'achat des actions étant supérieur à la valeur nominale, la différence entre la valeur nominale des actions rachetées qui font l'objet de la réduction de capital, soit 1 euro par action, et le prix de rachat desdites actions de 30,08 euros par action, soit 29,08 euros par action, sera imputée sur les réserves distribuables et en conséquence, qu'un montant égal à 354 776 euros, correspondant à l'excédent du prix de rachat global, pour l'ensemble des actions rachetées faisant l'objet de la réduction de capital (soit un prix de rachat global de 366 976 euros), par rapport à leur valeur globale en nominal (soit 12 200 euros) sera imputé sur le poste de réserve distribuable « prime de fusion, d'émission »

constate la réalisation définitive de ladite réduction du capital à compter de la décision de l'Assemblée générale mixte du 30 mai 2016 et,

En conséquence des décisions qui précèdent, le Président **décide** de modifier les articles 6 et 7 des statuts qui seront désormais rédigés comme suit :

« **ARTICLE 6 - FORMATION DU CAPITAL**

[...]

Suivant autorisation de l'Assemblée Générale Mixte du 30 mai 2016, le Président en date du 1^{er} juillet 2016 a constaté la réalisation de la réduction du capital social d'une somme de 12 200 euros par voie de rachat et d'annulation de 12 200 actions de 1 euro de valeur nominale, au prix de 30,08 euros par action et ce, à effet du 30 mai 2016

Le capital social a donc été ramené à la somme de 451 487 euros

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de quatre cent cinquante-un mille quatre cent quatre-vingt-sept (451 487) euros. Il est divisé en quatre cent cinquante-un mille quatre cent quatre-vingt-sept (451 487) actions ordinaires, d'une seule catégorie, d'un euro (1) de valeur nominale.

CONSTATATION DE LA REALISATION DEFINITIVE DU PROTOCOLE D'ACCORD DE TRANSACTION ET DE MEDIATION

Le Président en conséquence de la parfaite réalisation de la réduction de capital sus-mentionnée, constate la parfaite réalisation du protocole d'accord de transaction et de médiation en date du 4 mars 2016 avec Messieurs Olivieri, Armitano-Grivel et Madame Armitano-Grivel.

Le Président constate les désistements des instances et actions et les radiations judiciaires des instances :

- Affaire n°RG 12/11102 devant le Pôle 6-chambre 6 de la Cour d'Appel de Paris/ mesure de Médiation opposant Monsieur OLIVIERI et BRAINSONIC ;
- Affaire n° RG n° 10/15299 opposant BRAINSONIC aux personnes ci-avant désignées en exécution du protocole du 16 avril 2008 devant le Tribunal de Grande Instance de Paris ;
- Affaire RG N° 12/17 005 opposant Monsieur OLIVIERI à BRAINSONIC en annulation de certains articles dudit protocole ;
- Affaire RG N° 20100B8166 devant le Tribunal de Commerce de Paris opposant les personnes ci-avant désignées et BRAINSONIC.

Le Président constate qu'en exécution dudit Protocole BRAINSONIC a versé à Monsieur Guillaume OLIVIERI :

- la somme de 25 862,70 euros au titre de l'exécution provisoire du jugement du Conseil des Prud'hommes du 17 septembre 2012,
- la somme de 8 512 euros TTC à titre de pris en charge partielle des honoraires pour défendre ses intérêts devant le Conseil des prud'hommes et la Cour d'Appel de Paris
- 183 488 euros au titre de l'achat des 6 100 actions

Le Président constate qu'en exécution dudit Protocole BRAINSONIC a versé à Monsieur Olivier ARMITANO-GRIVEL la somme totale de 180 000 euros, au titre de l'achat par BRAINSONIC des 6 100 actions déduction faite des sommes dues au titre de l'exécution du Protocole.

Le Président constate que la Société BRAINSONIC a perçu de Monsieur Olivier ARMITANO-GRIVEL la somme de 3 488,00 euros.

* * *

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal a été signé par le Président.

Jean-Louis BENARD
Président

Enregistré à : SIE PARIS 3^eARRONDISSEMENT

Le 05/09/2016 Bordereau n°2016/436 Case n°7

Ent 2491

Enregistrement : 500 €

Pénalités : 50 €

Total liquidé : cinq cent cinquante euros

Montant reçu : cinq cent cinquante euros

L'Agent administratif des finances publiques



DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 19-08-2016

N° DE DEPOT : 2016R083916

N° GESTION : 2003B08226

N° SIREN : 448567867

DENOMINATION : BRAINSONIC

ADRESSE : 28 R MESLAY 75003 PARIS

DATE D'ACTE : 01-07-2016

TYPE D'ACTE : Statuts mis à jour

NATURE D'ACTE :

BRAINSONIC SAS

**Société par Actions Simplifiée
au capital de 451 487 euros**

**Siège social : 28, rue Meslay – 75003 Paris
448 567 867 RCS PARIS**

STATUTS MIS À JOUR

(AGM des associés du 30 mai 2016

Décision du Président du 1^{er} juillet 2016)

Certifiés conformes par
le Président

Monsieur Jean-Louis BENARD



ARTICLE 1er - FORME

La société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions du Code de Commerce applicables à cette forme de société et par les présents statuts.

Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

ARTICLE 2 - DÉNOMINATION

La société est dénommée :

Brainsonic

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 – OBJET

La société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

- la mise en œuvre de systèmes d'information notamment par le conseil, l'ingénierie informatique, le consulting, l'expertise technique, le diagnostic, la sélection des expertises informatiques et l'assistance client sous toutes formes, soit directement soit indirectement via tous moyens dans le domaine du management des nouvelles technologies de l'information et de l'internet ;
- la réalisation d'études et la formation, sur tout support, dans le domaine du management des nouvelles technologies de l'information
- l'importation, l'exportation, la distribution, l'achat, la vente, la revente et la conception de tous produits à caractère informatique, culturel, pédagogique dans le domaine du management des nouvelles technologies de l'information, sur tout support imprimé, électronique par mise en ligne sur réseau et toutes activités connexes notamment la conception de logiciels liés à l'aide à la formation, à la gestion et au suivi des utilisateurs, fourniture de programmes de formation informatique interactive et services annexes;

Et d'une manière plus générale, la réalisation de toutes opérations financières, commerciales, mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe qui pourrait promouvoir le développement des activités de la Société.

ARTICLE 4 - SIÈGE

Le siège de la société est fixé à : **28, rue Meslay – 75003 Paris.**

Il peut être transféré par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence. Toutefois, la décision devra être ratifiée par la plus proche décision collective des associés.

ARTICLE 5 - DURÉE

La durée de la société est de 99 années, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 6 – FORMATION DU CAPITAL

- Lors de la constitution de la Société, il a été apporté une somme de numéraire de cent mille Euros, ci 100.000,00 €
- Lors du procès-verbal des décisions extraordinaires de l'Associé unique et Président en date du 10/12/2004, le capital social a été augmenté d'une somme de vingt mille (20.000) Euros, ci 20.000,00 € par apport en numéraire
- Lors de l'Assemblée Générale Mixte du 30 juin 2005, il a été procédé à une augmentation de capital par incorporation d'une somme de 30.000,00 € prélevée sur le poste « Prime d'émission »
- Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 Septembre 2005, il a été procédé à une augmentation de capital par apport en numéraire d'une somme de 35.715,00 €
- Lors de l'Assemblée Générale Mixte du 23 juin 2006, il a été procédé à une augmentation de capital par incorporation d'une somme de 64.285,00 € prélevée sur le poste « Prime d'émission ».
- Lors de l'Assemblée Générale Mixte du 20 décembre 2006, il a été procédé à une augmentation de capital par apport en numéraire d'une somme de 66.667,00 €
- Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Mixte du 12 juin 2008, le capital social a été porté à la somme de 328.867 euros, au moyen de l'apport de 800 parts sociales de la société Inter Expériences, lesdits apports consentis par Monsieur Olivier Armitano-Grivel et Monsieur Guillaume Olivieri.

Ces apports ont été rémunérés par l'attribution de 12.200 actions de 1 euro chacune, entièrement libérées et attribuées aux apporteurs dans les proportions ci-après :
Monsieur Olivier Armitano-Grivel 6.100 actions
Monsieur Guillaume Olivieri 6.100 actions
- Suivant autorisation de l'Associé Unique et Président en date du 10 décembre 2004, le Président en date du 21 septembre 2009 a constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'une somme de..... 5.160,00 € par l'exercice de 5.160 BSPCE.

- Suivant autorisation de l'Associé Unique et Président en date du 20 décembre 2006, le Président en date du 21 septembre 2009 a constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'une somme de.....
par incorporation de réserves

1.290,00 €
- Suivant autorisation de l'Associé Unique et Président en date du 20 décembre 2006, le Président en date du 21 septembre 2009 a constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'une somme de.....
par incorporation de réserves

1.786,00 €
- Suivant autorisation de l'Associé Unique et Président en date du 20 décembre 2006, le Président en date du 21 septembre 2009 a constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'une somme de.....
par apport en numéraire

1.228,00 €
- Suivant autorisation de l'Associé Unique et Président en date du 10 décembre 2004, le Président en date du 7 décembre 2009 a constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'une somme de.....
par l'exercice de 3.870 BSPCE.

3.870,00 €
- Suivant autorisation de l'Associé Unique et Président en date du 20 décembre 2006, le Président en date du 7 décembre 2009 a constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'une somme de.....
par incorporation de réserves

967,00 €
- Suivant autorisation de l'Associé Unique et Président en date du 20 décembre 2006, le Président en date du 7 décembre 2009 a constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'une somme de.....
par incorporation de réserves

1.339,00 €
- Suivant autorisation de l'Associé Unique et Président en date du 20 décembre 2006, le Président en date du 7 décembre 2009 a constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'une somme de.....
par apport en numéraire

922,00 €
- Suivant autorisation de l'Assemblée Générale Mixte du 19 juin 2007, le Président en date du 30 mai 2012 a constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital d'une somme de
par l'exercice de 3.127 « BSPCE 19.06.2007 ».

3.127,00 €

- Suivant un acte sous seing privé en date du 5 décembre 2012, enregistré à SIE PARIS 3ème arrondissement le 13 décembre 2012, bordereau n° 2012/768, Case n° 9, approuvé par les Associés lors de la consultation écrite du 31 décembre 2012 et constaté dans un procès-verbal établi par le Président, la Société TANGANE a fait apport à la Société d'un fonds de commerce de création de sites web, prestations dans le domaine de l'ingénierie informatique (conseil), mise à disposition d'espace d'expression exploité à :

- i) LYON (69002) – 22, rue Séguin (établissement secondaire) sous l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro d'identification 487 923 161
- ii) MALAKOFF (92240) - 132 Bd Camélinat (établissement secondaire) sous l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro d'identification 487 923 161

à l'exception du siège social sis 20, rue Louis Guérin (69100) Villeurbanne qui est une simple domiciliation dans lequel la société n'exerce aucune activité.

Le fonds de commerce apporté comprenant :

Éléments Incorporels

- L'enseigne, le nom commercial « TANGANE », la clientèle et l'achalandage y attachés,
- Le droit au bail où l'établissement secondaire est exploité à LYON (69002) - 22, rue Séguin
- le droit au bail où l'établissement secondaire est exploité à MALAKOFF (92240) – 132 Bd Camélinat
- les noms de domaines : www.tangane.com et www.tangane.net ;

Éléments Corporels

- le matériel et l'outillage, le mobilier commercial, les agencements et installations nécessaires à l'exploitation du fonds de commerce présentement cédés
- le droit à l'usage des lignes téléphoniques et d'Internet, sous réserve de l'accord des prestataires,
- le bénéfice de toutes études de marché, documents commerciaux, administratifs et informatiques, toutes archives techniques et commerciales concernant le fonds vendu, et tous traités, conventions, marchés passés avec tous tiers, les devis, les fichiers et tous éléments permettant l'exploitation sociale, le savoir-faire.

valorisé à HUIT CENT QUATRE VINGT CINQ MILLE DEUX CENT SOIXANTE QUATRE EUROS (885.264 €).

- Lors de l'Assemblée Générale Mixte du 30 décembre 2015, il a été procédé à une augmentation de capital par apports en numéraire d'une somme de 89 419,00 €
- Suivant autorisation de l'Assemblée Générale Mixte du 30 mai 2016, le Président en date du 1^{er} juillet 2016 a constaté la réalisation de la réduction du capital social d'une somme de 12 200 euros par voie de rachat et d'annulation de 12 200 actions de 1 euro de valeur nominale, au prix de 30,08 euros par action et ce, à effet du 30 mai 2016. Le capital social a donc été ramené à la somme de 451 487 euros.

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de quatre cent cinquante-un mille quatre cent quatre-vingt-sept (451 487) euros. Il est divisé en quatre cent cinquante-un mille quatre cent quatre-vingt-sept (451 487) actions ordinaires, d'une seule catégorie, d'un euro (1) de valeur nominale.

ARTICLE 8 - AVANTAGES PARTICULIERS

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier.

ARTICLE 9 - AUGMENTATION DU CAPITAL - EMISSION DE VALEURS MOBILIÈRES – MODIFICATION DU CAPITAL

Le capital social peut être augmenté suivant décision ou autorisation de la collectivité des associés par tous les moyens et procédures prévus par les dispositions du Code de Commerce applicables aux sociétés anonymes.

La société peut émettre toutes valeurs mobilières (Ci-après Titres) représentatives de créances ou donnant droit à l'attribution de titres représentant une quotité du capital.

En représentation des augmentations du capital, il peut être créé des actions de priorité jouissant d'avantages par rapport à toutes autres actions ou, si les conditions prévues par les dispositions du Code de Commerce sont réunies, tous autres titres ou certificats, avec ou sans droit de vote, pouvant être créés par les sociétés par actions.

Les augmentations de capital, émissions de valeurs mobilières donnant accès au capital ainsi que toutes autres opérations entraînant modifications du capital, échange ou regroupement de titres, peuvent être réalisés malgré l'existence de rompus.

Toute personne entrant dans la société à l'occasion d'une augmentation de capital ou devenant titulaire de valeurs donnant accès au capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire d'actions doit être agréée dans les conditions fixées à l'article 12.

ARTICLE 10 - AMORTISSEMENT ET RÉDUCTION DU CAPITAL

Le capital peut être amorti au moyen des sommes distribuables au sens des dispositions du Code de Commerce applicables aux sociétés.

La réduction du capital, pour quelque cause que ce soit, s'opère, soit par voie de réduction de la valeur nominale des actions, soit par réduction du nombre des titres, auquel cas les associés sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des actions anciennes contre les actions nouvelles. En aucun cas, la réduction du capital ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

ARTICLE 11 - ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives et sont inscrites au nom de leur titulaire à un compte tenu par la société, qui peut désigner, le cas échéant, un mandataire à cet effet. Toute transmission ou mutation d'action s'opère, à l'égard des tiers et de la société, par virement de compte à compte.

Lorsque les actions de numéraire sont libérées partiellement à la souscription, le solde est versé, dans le délai maximum de cinq ans, sur appel du président.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions sociales régulièrement prises.

Chaque action donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente dans les bénéfices et dans l'actif social.

L'associé ne supporte les pertes qu'à concurrence de ses apports.

ARTICLE 12 - TRANSMISSION DES TITRES

1. Toute cession de Titres, entre vifs, même entre associés, doit respecter le droit de préemption profitant à chacun des associés.

La préemption s'applique à tout transfert de propriété, à titre gratuit ou onéreux, quelle que soit sa forme, alors même qu'elle ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit à l'exception des mutations à cause de mort d'un associé, réglées dans les conditions prévues ci-après au paragraphe 2 et 3. Elle s'applique en cas d'opérations d'échange ou en cas d'opération complexe. Cependant, si l'opération a pour origine la disparition de la personnalité morale d'une société associée, la transmission est réglée dans les conditions prévues ci-après au paragraphe 4.

La préemption s'applique également à la cession du droit de souscription ou d'attribution aux Titres, en cas d'augmentation de capital.

Le cédant notifie à chacun des associés et à la Société une copie de l'offre ferme et irrévocable adressée au cédant par son cessionnaire éventuel, ce projet de cession indiquant l'identité exacte du cessionnaire, le nombre d'actions à céder, le prix offert, les modalités de paiement ainsi que l'ensemble des autres conditions et modalités de la cession envisagée. Dans le cas d'une cession envisagée où la rémunération ou la contrepartie financière n'est pas

exclusivement en numéraire ou dans le cas où la cession envisagée fait partie d'une opération complexe en conséquence de quoi le prix ne reflète pas la rémunération ou la contrepartie de la cession (par exemple en cas de fusion, apports en nature, etc...), le cédant devra indiquer dans la notification de cession une évaluation détaillée, indiquant les éléments de référence pris en compte et la ou les méthodes de valorisation retenues. Le cessionnaire doit contresigner la notification ci-dessus prévue.

Cette notification vaut offre ferme et irrévocable de cession faite au profit de tous les associés qui bénéficient d'un droit de préemption dans la proportion de leur participation.

Pour être valable la notification devra être en la forme écrite et sera valablement recevable si elle est effectuée par lettre remise en mains propres, ou envoyée par courrier recommandé avec avis de réception, ou par télécopie ou courrier électronique confirmé par lettre remise en mains propres ou par courrier recommandé avec avis de réception adressé au domicile de chacun des associés et au siège de la Société.

A compter de la réception de la notification s'ouvre un délai de trente jours pour l'exercice du droit de préemption. A peine d'être réputé avoir renoncé à ce droit, chaque associé doit, dans ce délai, notifier à la société son intention d'acheter en précisant le nombre des actions qu'il entend acquérir. Ce nombre peut excéder les droits de l'associé, si celui-ci entend profiter des droits qui ne seraient pas exercés par certains des bénéficiaires.

En cas d'exercice du droit de préemption, le prix d'achat au cédant des Titres dont la cession est envisagée sera :

- (i) en cas de vente des seuls Titres cédés, le prix convenu entre le cédant et le cessionnaire éventuel ;
- (ii) dans les autres cas, et notamment en cas d'échange, comme dans le cas d'opération complexe, le prix retenu pour l'échange ou l'opération, ou en cas de désaccord entre le cédant et le ou les préempteur(s) et à défaut de s'être mis d'accord à l'amiable sur le prix des Titres dans un délai de quinze (15) jours suivant la date de réception de la notification de cession, le ou les préempteur(s) pourra (ont) contester ce prix et notifier au cédant et à la Société sa(leur) volonté d'acquérir les Titres cédés à un prix fixé à dire d'expert, ledit prix étant arrêté par un expert unique désigné sur requête de la partie la plus diligente par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce de Paris. La Société informera les parties n'ayant pas contesté le prix offert. L'expert devra arrêter le prix dans les deux (2) mois de sa désignation. Ce prix s'imposera aux parties. Il devra remettre son rapport au requérant, à son ou ses contradicteur(s) et à la Société qui devra le notifier à chacune des autres parties.

Toute contestation dûment notifiée aura pour effet de rendre caduc tout exercice du droit de préemption qui aurait été notifié par une autre partie préalablement à la notification du rapport de l'expert. Les autres parties pourront alors exercer leur droit de préemption au prix fixé par l'expert, dans un délai de dix (10) jours commençant à courir à compter de la réception de la notification par la Société du prix fixé par l'expert.

Les honoraires et frais de l'expert seront supportés pour moitié par le cédant et pour moitié par le(s) Préempteur(s) concerné(s).

Le cédant ne bénéficiera pas d'un droit de repentir, sauf dans le cas d'un échange ou d'une opération complexe et dans le cas où il serait en désaccord avec les conditions de prix fixées à dire d'expert, et à condition (i) que le prix fixé soit inférieur à

l'évaluation fournie par le cédant et (ii) que le cédant ait notifié aux autres parties et à la Société qu'il entend renoncer à son projet de cession dans les trois (3) jours ouvrables de la remise par l'expert de son rapport.

Dans les huit jours suivant l'expiration du délai de préemption, le président constate les levées d'option et répartit entre les associés préempteurs les droits de préemption. Si les offres de rachat réunies des préempteurs concernent au total un nombre de Titres égal ou supérieur à celui des Titres dont la cession est envisagée, les Titres cédés seront vendus aux préempteurs au prorata du nombre de Titres qu'ils détiennent respectivement dans le capital de la Société à la date de la notification en réponse ramené à l'ensemble des Titres détenus, à cette même date, dans le capital de la Société par les préempteurs et ce, dans la limite de leur demande. En cas de rompus, le ou les Titres restants seront attribués d'office au préempteur qui aura demandé le plus grand nombre de Titres ou, en cas d'égalité, qui détiendra le plus grand nombre de Titres, ou en cas de nouvelle égalité, à celui qui aura le premier notifié qu'il entend exercer son Droit de préemption. Le président établit la liste des associés avec le nombre de Titres préempté et la transmet sans délai à tous les associés.

Si tous les Titres, dont la cession est projetée, sont préemptés, l'associé cédant adresse à la société, dès réception de la liste sus-visée, les ordres de mouvement pour l'inscription en compte des Titres acquis par les autres associés.

Si l'exercice du droit de préemption ne permet pas l'acquisition de la totalité des Titres, la société peut racheter le solde non préempté, elle dispose à cet effet d'un délai d'un mois à compter de l'expiration du délai de préemption. La décision de rachat est prise par la collectivité des associés statuant dans les conditions fixées à l'article 21, l'associé cédant ne participant pas au vote et ne pouvant s'opposer à ce rachat. Lorsque les Titres sont rachetés par la société, celle-ci est tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler.

Si dans les trois mois à compter de la notification du projet de cession, la totalité des Titres mise en vente n'est pas préemptée ou rachetée, le cédant peut réaliser la cession au cessionnaire projeté aux conditions prévues et indiquées dans la notification faite à la société. Cette réalisation doit intervenir dans le mois suivant l'expiration du délai sus-visé, à défaut le cédant est considéré comme ayant renoncé à son projet qui, s'il est repris, doit à nouveau être soumis à la procédure de préemption.

2. Toute transmission de Titres ayant sa cause dans le décès d'un associé est soumise à l'agrément de la société donné par les seuls associés survivants statuant à la majorité des deux tiers des voix autres que celles attachées aux Titres dépendant de la succession.

Jusqu'à la décision d'agrément, ces Titres ne peuvent être représentés aux décisions collectives et ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité requise.

Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant-droit notifiera à la société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités.

Si les droits hérités sont indivis, la demande d'agrément notifiée peut être globale et émaner de l'indivision elle-même. Dans ce cas, l'agrément donné s'applique à l'ensemble de la transmission et concerne chacun des indivisaires qui peut se voir attribuer, par l'effet du partage, tout ou partie des Titres de la succession.

A défaut de demande d'agrément faite dans les six mois du décès, la société peut, sans demande, et sans attendre un acte de partage, se prononcer sur l'agrément de la transmission. De convention essentielle entre les associés, elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six

mois à compter du décès, demander au juge des référés du lieu de l'ouverture de la succession de mettre les indivisaires en demeure, sous astreinte, de procéder au partage.

Si, à la suite d'une demande d'agrément, la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la réception de la notification, le consentement à la transmission est réputé acquis.

Si la société n'a pas autorisé la transmission, elle est tenue, dans un délai de trois mois à compter de la notification du refus d'agrément, de faire acquérir les Titres concernés ou de les acquérir elle-même.

Pour la mise en œuvre de cette obligation, les associés bénéficient d'une priorité d'achat à proportion de leur participation qui s'exerce dans les conditions prévues au paragraphe 1 ci-dessus.

Si la demande des associés est insuffisante pour permettre l'acquisition de tous les Titres, le solde est acheté soit par un ou des tiers agréés par la collectivité des associés dans les conditions indiquées ci-dessus, soit par la société elle-même. Ce rachat peut intervenir sans le consentement des héritiers ou des ayants-droit de l'associé décédé. La société est tenue de céder dans un délai de six mois ou d'annuler les Titres rachetés.

Le prix de cession des Titres est, à défaut d'accord entre les parties, déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil.

Si à l'expiration du délai de trois mois à compter de la notification du refus d'agrément, l'achat n'est pas réalisé, la transmission des Titres est régularisée au profit du ou des héritiers de l'associé décédé ou de ses ayants-droit. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice dans les conditions fixées aux dispositions réglementaires prises pour l'application de l'article L. 228-24 al. 3 du Code de Commerce.

3. L'attribution de Titres ayant pour cause la dissolution d'une communauté de biens entre époux résultant du décès de l'époux associé est soumise à l'agrément de la société donné comme en matière de transmission par décès prévue ci-dessus au paragraphe 2.

Si la dissolution de la communauté résulte du décès du conjoint de l'époux associé, l'attribution de Titres est également soumise à cet agrément sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier, lors de la liquidation de la communauté, de conserver la totalité des Titres inscrits à son nom. L'époux associé conserve l'intégralité des droits pécuniaires et non pécuniaires attachés aux Titres dépendant de la communauté à liquider.

En cas de dissolution de communauté du vivant de l'époux associé, la liquidation ne peut attribuer de Titres au conjoint de l'associé que si cette attribution est agréée dans les conditions précisées ci-dessus au paragraphe 1. Il sera fait application, dans cette situation, des dispositions de l'alinéa précédent. A défaut d'agrément, le conjoint associé bénéficie toutefois d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des Titres inscrits à son nom.

4. La transmission des Titres ayant son origine dans la disparition de la personnalité morale d'un associé y compris en cas de fusion, de scission ou de toute autre décision emportant transmission universelle du patrimoine de la personne morale associée est soumise à l'agrément préalable de la société donné dans les conditions prévues au paragraphe 2 ci-dessus.

Le projet de transmission doit être notifié à la société dans les formes et suivant les modalités prévues au paragraphe 2 ci-dessus pour la cession de Titres entre vifs.

L'associé intéressé participe au vote sur l'agrément sollicité et ses Titres sont pris en compte pour le calcul de la majorité prévue à l'article 21.

5. Si la société ne comprend plus qu'un associé, les dispositions ci-dessus soumettant la cession ou la transmission des Titres au droit de préemption ou d'agrément ne sont pas applicables. La cession des Titres de l'associé unique est libre, toutefois en cas de dissolution de la communauté de biens existant entre l'associé unique et son conjoint, si les Titres ne sont pas attribués à cet associé, il peut les racheter pour assurer la conservation de la totalité des Titres inscrits à son nom.
6. Les demandes, réponses, avis et mises en demeure prévues dans le cadre de la procédure de préemption et d'agrément sont faites par lettre recommandée avec avis de réception.
7. Le présent article ne peut être modifié qu'à l'unanimité des associés.

ARTICLE 13 - DROIT DE SORTIE CONJOINTE

- 13.1 Dans L'hypothèse où un ou plusieurs Associé(s) (ci-après désigné(s) le (les) « Cédants »), envisagerai(en)t le transfert de Titres d'actions à un tiers, Associé ou non, agissant seul ou de concert, au sens de l'article 233-10 du code de commerce, et où ce transfert conférerait à ce tiers, et, le cas échéant, aux parties au concert visé ci-dessus (ci-après désigné(s) le(s) « Cessionnaires »), une quote part de vingt cinq % au moins des actions composant le capital social de la Société ou des droits de vote aux assemblées générales d'Associés de la Société, les Cédants s'obligent à notifier leur projet au Président (ci-après, la « Notification ») qui en informe les autres Associés (ci-après, les « Bénéficiaires »), dans un délai de huit jours afin que ces derniers puissent exercer leur droit de sortie conjointe (ci-après le « Droit de Cession Conjointe ») sur tout ou partie des Titres qu'ils détiennent dans la Société et ce, selon les modalités décrites ci-après. Il est ici précisé que le présent droit de sortie pourra être exercé par le(s) Bénéficiaire(s) concerné(s) tant au titre du transfert conférant au(x) Cessionnaire(s) une quote part de 25% au moins des actions composant le capital social de la Société ou des droits de vote aux assemblées générales d'Associés de la Société qu'au titre de tout transfert ultérieur intervenant au profit dudit (desdits) Cessionnaire(s).

En conséquence de ce qui précède, les Bénéficiaires disposeront d'un Droit de Cession Conjointe, aux termes duquel ils seront admis à transférer au Cessionnaire tout ou partie de leurs Titres selon les mêmes modalités et aux même conditions de prix que celles offertes par le Cessionnaire au(x) Cédant(s) concerné(s).

- 13.2 La Notification doit être faite quarante-cinq (45) jours calendaires au moins avant la date de réalisation prévue de la Cession envisagée, par les Associés Cédants considérés dans leur ensemble, et contenir, mutatis mutandis, les mêmes indications que celles mentionnées dans la notification prévue l'article 12.
- 13.3 La Notification vaut engagement irrévocable de la part des Cédants d'acquérir ou de faire acquérir par le ou les Cessionnaires la totalité des Titres détenus par les Bénéficiaires et pour lesquels ces derniers souhaitent exercer leur Droit Cession Conjointe et ce, aux

mêmes conditions et selon les mêmes modalités que celles indiquées dans ladite Notification.

- 13.4 Dans le cas où les Bénéficiaires souhaitent exercer leur Droit de Cession Conjointe sur tout ou partie des Titres qu'ils détiennent dans la Société, ils doivent notifier leur intention commune aux Cédants et à la Société dans le délai de trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception de la Notification, en indiquant qu'ils exercent leur Droit de Cession Conjointe et en précisant le nombre de Titres à proportion duquel ils souhaitent exercer leur Droit de Cession Conjointe.

Les Bénéficiaires qui n'ont pas exercé leur Droit de Cession Conjointe dans le délai de trente (30) jours calendaires visé au premier alinéa du présent paragraphe 13.4 sont réputés avoir renoncé irrévocablement à leur Droit de Cession Conjointe pour ce qui concerne la Cession envisagée et uniquement pour la période prévue au paragraphe 13.7.

- 13.5 Dans le cas où les Bénéficiaires ont valablement notifié leur intention commune d'exercer leur Droit de Cession Conjointe, la Cession des Titres faisant l'objet de leur Droit de Cession Conjointe (au(x) Cessionnaire(s)) doit être réalisée dans les conditions précisées à l'article 13.3 ci-avant. Dans l'hypothèse où la Cession décrite dans la Notification est envisagée à titre onéreux sous une forme autre qu'une vente pure et simple ou si elle est envisagée à titre gratuit, la Cession est réalisée au prix proposé de bonne foi par les Cédants ou, en cas de désaccord, au prix fixé par un expert désigné à la demande de la partie en désaccord la plus diligente par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en la forme des référés et sans recours possible, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil. L'expert devra remettre son rapport dans le mois qui suit sa désignation.

Lorsque la Cession est envisagée à titre onéreux sous une forme autre qu'une vente pure et simple les Cédants disposent de la faculté de renoncer à la Cession envisagée en cas de recours à ladite procédure d'expertise, dans l'hypothèse où le prix de la Cession déterminé par l'expert dans son rapport est inférieur au prix de la Cession indiqué dans la Notification.

- 13.6 La Cession des Titres détenus par les Bénéficiaires ayant exercé leur Droit de Cession Conjointe doit intervenir :
- (a) au plus tard à la date de réalisation de la Cession envisagée par les Associés Cédants, ou
 - (b) dans le délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la date de la remise par l'expert de son rapport en cas de recours à la procédure d'expertise prévue au paragraphe 13.5.
- 13.7 La Cession envisagée par les Cédants doit intervenir au plus tard dans le délai de trente (30) jours calendaires à compter de la date de réalisation prévue de ladite Cession telle qu'indiquée dans la Notification, sous réserve de l'exercice du Droit de Prémption prévu à l'article 12 à défaut de quoi les Cédants doivent à nouveau observer la procédure décrite au présent article 13.

ARTICLE 14 – RACHAT DE LA TOTALITE DES TITRES

- 14.1. Dans l'hypothèse où une personne, Associé ou non, agissant seule ou de concert au sens de l'article L. 233-10 du code de commerce (le "Repreneur") présenterait une offre portant sur l'acquisition, immédiatement ou à terme, de la totalité et uniquement la totalité du capital de la Société et à condition qu'un groupe d'Associés ait accepté cette offre pour un nombre total de Titres représentant au moins 81 % du capital ou des droits de vote de la Société, les autres Associés (le(s) "Associé(s) Promettant(s)") s'engagent à céder au Repreneur la totalité des Titres qu'ils détiennent dans la Société dans les conditions ci-après définies. Par dérogation à l'article 12, le droit de préemption ne s'applique pas à toute Cession réalisée au titre du présent article.
- 14.2. L'Associé le plus diligent parmi ceux ayant accepté l'offre du Repreneur devra notifier à chacun des autres Associés et à la Société les conditions de l'offre d'acquisition de la totalité du capital de la Société présentée par le Repreneur ainsi que l'identité des Associés ayant accepté ladite offre et le nombre de Titres correspondant (la « Notification de Rachat Total »). La Notification de Rachat Total devra être adressée trente (30) jours calendaires au moins avant la date de réalisation prévue de la Cession envisagée et devra contenir, *mutatis mutandis*, les mêmes indications que celles mentionnées dans la notification prévue au paragraphe 12.1.
- 14.3. La Cession par les autres Associés de la totalité des Titres qu'ils détiennent au Repreneur sera réalisée dans les mêmes conditions, de prix et de garantie notamment, et selon les mêmes modalités que celles décrites dans la Notification de Rachat Total.
- 14.4. La Cession envisagée devra intervenir au plus tard dans le délai de trente (30) jours calendaires à compter de la date de réalisation prévue de ladite Cession telle qu'indiquée dans la Notification de Rachat Total.

ARTICLE 15 - PRESIDENT DE LA SOCIÉTÉ – DIRECTEUR GENERAL

La société est dirigée et représentée par un président - le président de la société - et le cas échéant, par un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques ou morales, choisis parmi les associés ou en dehors d'eux et qui peuvent être liés à la société par un contrat de travail.

Le président de la société est désigné pour une durée limitée ou non, par décision du comité de suivi qui fixe sa rémunération.

Le président de la société peut résilier ses fonctions en prévenant le comité de suivi trois mois au moins à l'avance, sauf cas de force majeure. Il peut être révoqué sur justes motifs par décision collective des associés. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages et intérêts.

Le président de la société dirige et administre la société. A cet effet, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués par les dispositions légales ou les présents statuts au comité de suivi et à la collectivité des associés.

A titre de règle interne, inopposable aux tiers, une décision collective des associés peut limiter les pouvoirs du président en soumettant la conclusion de certains engagements à l'autorisation de la collectivité des associés. Pour la conclusion des opérations énumérées à l'article 17, paragraphe 2, le président doit, suivant la procédure prévue audit article, consulter chaque associé.

Le président de la société la représente à l'égard des tiers. Il peut déléguer les pouvoirs qu'il juge convenables et constituer tous mandataires spéciaux et temporaires

Dans les trois mois de la clôture de chaque exercice, le président présente au comité de suivi, aux fins de vérification et de contrôle, les documents comptables et le rapport de gestion qui doivent être soumis à la collectivité des associés.

Le président provoque les décisions collectives des associés en vue desquelles il rédige des projets de résolution et un rapport circonstancié qui les explique et les justifie.

Sur proposition du président de la société, le ou les directeurs généraux sont désignés par le comité de suivi, pour une durée limitée ou non. En cas de cessation des fonctions du président de la société, ils conservent, sauf décision contraire du comité de suivi, leurs fonctions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Chaque directeur général a les mêmes pouvoirs, tant vis-à-vis des tiers qu'à titre interne, que ceux attribués par le présent article au président de la société, à l'exclusion d'une part des pouvoirs propres consentis à celui-ci par les autres articles et, d'autre part, du pouvoir de provoquer les décisions collectives.

Tout directeur général peut résilier ses fonctions ou être révoqué dans les mêmes conditions que le président de la société.

Le président de la société et le ou les directeurs généraux ont droit à une rémunération dont le montant et les modalités sont fixés par le comité de suivi.

S'il existe un comité d'entreprise au sein de la société, ses délégués exercent les droits définis par l'article L. 432-6 du Code du travail, exclusivement auprès du président.

ARTICLE 15 bis- COMITE DE SUIVI

1. Un comité de Suivi a pour fonction d'émettre des propositions, avis et recommandations relatives aux orientations stratégiques de la société. Il est composé de trois membres au moins et de six au plus. Les membres sont nommés pour une durée de trois années, parmi les personnes physiques ou morales associés ou non, par décision collective ordinaire des associés qui peut les révoquer à tout moment. Les personnes morales nommées au comité de Suivi sont tenues de désigner un représentant permanent. Aucun membre du comité de Suivi ne peut diriger la société.
2. En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou de plusieurs sièges, le comité de suivi peut, entre deux décisions collectives des associés, procéder à des nominations à titre provisoire. Si le nombre des membres du conseil devient inférieur à quatre, il est tenu de procéder immédiatement à cette cooptation. Les nominations provisoires effectuées par le comité de suivi sont soumises à ratification de la prochaine décision collective des associés ; le membre nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonctions que pendant le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.
3. Le président de la société est le président du comité de suivi. Le comité peut nommer à chaque séance un secrétaire qui peut être choisi en dehors des associés.
4. Les membres du Comité de Suivi participent personnellement à leurs réunions, le cas échéant par des moyens d'audio-communication ou de visio-communication. Le Comité De

suivi arrête le calendrier annuel prévisionnel de ses propres réunions. Celles-ci se tiennent au siège social ou en tout autre lieu fixé par son Président. Le Président établit l'ordre du jour de ses réunions et le communique à chaque membre du Comité. Les propositions, recommandations et avis émis par le Comité font l'objet de compte-rendus ou rapports confidentiels.

5. Les membres du Comité de Suivi sont tenus à une obligation absolue de confidentialité en ce qui concerne le contenu des débats et délibérations du Comité ainsi qu'à l'égard des informations qui y sont présentées. De façon générale, les membres du Comité de Suivi sont tenus de ne pas communiquer à l'extérieur, ès-qualité, à l'égard de quiconque au sujet de la Société. En cas de manquement avéré au devoir de confidentialité par l'un des membres du Comité, le Président du Comité, après avoir recueilli l'avis des autres membres du Comité de Suivi, fait rapport aux Associés sur les suites, éventuellement judiciaires, qu'il entend donner à ce manquement.
6. Dans l'exercice du mandat qui lui est confié, chaque membre du Comité de Suivi doit se déterminer indépendamment de tout intérêt autre que l'intérêt social de la Société. Chaque membre du Comité est tenu d'informer le Président de toute situation le concernant susceptible de créer un conflit d'intérêts avec la Société.
7. La collectivité des associés peut par une décision ordinaire allouer aux membres du Comité de Suivi en rémunération de leur activité, à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle. Le montant de celle-ci est porté aux charges d'exploitation et demeure maintenu jusqu'à décision contraire. Le Comité de Suivi répartit entre ses membres la somme globale allouée à ses membres sous forme de jetons de présence.

ARTICLE 16 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ, LE PRÉSIDENT, L'UN DE SES DIRIGEANTS OU L'UN DE SES ASSOCIÉS

Le commissaire aux comptes présente aux associés un rapport sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société, le président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent (10 %) ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant, à l'exception des conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales et qui, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties, sont cependant communiquées au commissaire aux comptes et, à tout associé, sur sa demande. Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes, les associés concernés ne peuvent prendre part au vote et leurs actions ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Si la société ne comprend qu'un seul associé, la procédure prévue ci-dessus ne s'applique pas. Dans ce cas, les conventions intervenues entre la société et son président sont simplement mentionnées au registre des décisions sociales visé à l'article 22 ci-après.

Il est interdit au président, personne physique, de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle ses engagements envers les tiers. La même interdiction s'applique aux dirigeants de la personne morale, président. Elle s'applique également au conjoint, ascendants et descendants des personnes visées au présent alinéa ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 17 - DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS - FORME

1. Les décisions collectives résultent, au choix de l'auteur de la convocation, soit d'une assemblée, soit d'une consultation écrite ou électronique, soit d'une consultation par conférence téléphonique ou visioconférence, soit de la signature par tous les associés d'un acte unanime sous seing privé.
2. En cas de réunion d'une assemblée, elle est convoquée par le président. Elle peut également être convoquée par le commissaire aux comptes ou par un ou plusieurs associés représentant au moins 10 % du capital social.

La convocation est faite par lettre expédiée à chacun des associés et au commissaire aux comptes, sous pli ordinaire ou recommandé ou par télécopie, quinze jours au moins avant la réunion.

La convocation indique notamment les jour, heure et lieu ainsi que l'ordre du jour de la réunion dont le libellé doit faire apparaître clairement le contenu et la portée des questions qui y sont inscrites.

L'assemblée peut en outre être convoquée verbalement et se tenir sans délai, si tous les associés y sont présents ou régulièrement représentés.

L'assemblée est présidée par le président de la société. A défaut, elle élit son président de séance.

Une feuille de présence est émarginée par les membres de l'assemblée et certifiée exacte par le président. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée tient lieu de feuille de présence, lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

Seules les questions inscrites à l'ordre du jour sont mises en délibération à moins que les associés soient tous présents et décident d'un commun accord de statuer sur d'autres questions.

3. En cas de consultation écrite, le président adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que tous documents utiles à leur information.

Les associés disposent d'un délai de dix jours à compter de la date de réception du projet des résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant pour chaque résolution formulée par les mots "oui" ou "non". La réponse est adressée par lettre recommandée ou déposée par l'associé au siège social. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

ARTICLE 18 - PARTICIPATION AUX DÉCISIONS COLLECTIVES

1. Tout associé a droit de participer aux décisions collectives du moment que ses actions sont inscrites en compte au jour de l'assemblée ou de l'envoi des pièces requises en vue d'une consultation écrite ou de l'établissement de l'acte exprimant la volonté des associés.

Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun de leur choix.

En cas de démembrement de propriété d'une action, l'usufruitier exerce le droit de vote attaché à cette action, sans préjudice du droit du nu-propiétaire de participer aux décisions collectives et sauf, pour les décisions dites Extraordinaires visées à l'article 20 pour lesquelles seul le nu-propiétaire disposera du droit de vote.

A cet effet, le nu-propiétaire sera convoqué et pourra assister aux assemblées et disposera du droit d'information prévu en cas de consultation écrite.

L'associé peut se faire représenter à l'assemblée par un autre associé.

Si la société ne comprend qu'un associé, celui-ci ne peut déléguer les pouvoirs qu'il détient en sa qualité d'associé.

2. Le Commissaire aux Comptes est avisé de la consultation des associés en même temps que les associés et selon les mêmes formes. Il est avisé de l'ordre du jour de la consultation des associés et reçoit l'ensemble des informations destinées aux associés conformément à la loi et aux statuts.

Le Commissaire aux Comptes peut communiquer aux associés ses observations sur les questions écrites à l'ordre du jour ou sur toute question de sa compétence.

Le Commissaire aux Comptes est invité à participer à toutes consultations ou décisions collectives.

ARTICLE 19 - VOTE - NOMBRE DE VOIX

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elle représente. Chaque action donne droit à une voix.

La société ne peut valablement voter du chef d'actions propres qu'elle pourrait détenir.

En outre, les associés dont les actions détenues seraient au sein d'une société anonyme exclues du vote par les dispositions du Code de Commerce applicables à cette société sont, dans les mêmes conditions, privés du droit de vote.

Le droit de vote d'un associé peut également être momentanément supprimé ou son exercice suspendu par application de certains articles des présents statuts.

ARTICLE 20 - DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS - OBJET

1. Les décisions d'associés qualifiées d'ordinaires sont :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats,
- examen du rapport du commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article 16 et décisions s'y rapportant,
- nomination des membres du comité de suivi,
- nomination des commissaires aux comptes,

2. Les décisions d'associés qualifiées d'extraordinaires sont celles appelées à délibérer sur toutes modifications des statuts et notamment :
 - révocation du Président ou d'un directeur général,
 - révocation d'un membre du comité de suivi,
 - exclusion d'un associé,
 - augmentation, amortissement ou réduction de capital,
 - émission de valeurs mobilières,
 - autorisation à donner au président afin de consentir, au bénéfice des membres du personnel, des options de souscription ou d'achat d'actions,
 - fusion avec une autre société, scission ou apport partiel soumis au régime des scissions,
 - acquisition ou cession d'actif immobilier,
 - transformation en société d'une autre forme,
 - prorogation de la durée de la société,
 - modification des statuts dans toutes leurs dispositions sauf pour celles où il est attribué compétence au président par l'effet d'une stipulation expresse des présents statuts,
 - dissolution de la société, nomination et révocation du liquidateur.
3. Toute autre décision que celles visées au point 1 ou 2 ci-dessus est de la compétence du Président.
4. Lorsque la société ne comporte qu'une seule personne, les pouvoirs ci-dessus sont exercés par l'associé unique qui peut prendre toute décision de la compétence de la collectivité des associés à l'exception de celle qui requiert l'existence de plusieurs associés.

ARTICLE 21 - ADOPTION DES DÉCISIONS COLLECTIVES

1. Les décisions collectives ordinaires des associés ne délibèrent valablement, sur première convocation, que si les associés présents ou représentés possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis. Elle statue à la majorité des voix dont disposent les associés présents ou représentés pour les décisions dites ordinaires telles que définies à l'article 20 des présents statuts ainsi que celles concernant les conventions visées à l'article 16 des présents statuts.
2. Sous réserve des dispositions légales ou des dispositions dérogatoires prévues dans les statuts, les décisions collectives extraordinaires des associés ne délibèrent valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le tiers et, sur deuxième convocation, le quart des actions ayant le droit de vote. Les décisions collectives extraordinaires statuent à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les associés présents ou représentés pour toutes les décisions dites extraordinaires telles que définies à l'article 20 des présents statuts, à l'exclusion de celles requérant l'unanimité précisées ci-après.
3. Les décisions collectives des associés délibèrent à l'unanimité pour les décisions suivantes :
 - modification, adoption ou suppression de clauses statutaires visées à l'article 227-19 du Code de Commerce relatives à la transmission des actions et à l'exclusion d'un associé, notamment des articles 12 ou 13 ou 14 des présents statuts ;

- augmentation de l'engagement social d'un associé notamment en cas de transformation de la société en société en nom collectif ou en commandite.
- dérogation aux dispositions de l'article 32 des présents statuts

Pour le calcul de la majorité, il est tenu compte de la totalité des voix disposant du droit de vote. Toute abstention ou absence de sens donné au vote est considérée comme un vote négatif.

ARTICLE 22 - PROCÈS VERBAUX

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui indique notamment la date et le lieu de la réunion, l'identité du président de séance, le mode de convocation, l'ordre du jour, l'identité des associés participant au vote, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

En cas de consultation par conférence téléphonique ou visioconférence, le procès-verbal est établi par le Président de séance qui indique notamment la date et le lieu de la conférence, l'ordre du jour, le nom des associés participants, la liste des documents et rapports soumis, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultats des votes. Le Président de séance fait circuler une attestation de participation qui doit être signée par chaque associé participant.

En cas de consultation écrite, le procès-verbal qui en est dressé et auquel est annexé la réponse de chaque associé, fait mention de ces indications, dans la mesure où il y a lieu.

Les procès-verbaux sont établis et signés par le président de la société ou, le cas échéant, de séance, sur un registre spécial tenu à la diligence du président. Lorsque la décision des associés résulte de leur consentement exprimé dans un acte, cette décision est mentionnée, à sa date, dans ce registre spécial. L'acte lui-même est conservé par la société de manière à permettre sa consultation en même temps que le registre.

Les associés peuvent obtenir copie des décisions ou des consultations sur simple demande.

Si la société ne comprend qu'un associé, les décisions qu'il prend sont répertoriées dans ce registre.

ARTICLE 23 - DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES

Tout associé a le droit de prendre par lui-même, au siège social, connaissance des documents suivants concernant les trois derniers exercices : comptes annuels, inventaires, rapports soumis aux associés et procès-verbaux des décisions collectives.

En vue de l'approbation des comptes, le président adresse ou remet à chaque associé les comptes annuels, les rapports du commissaire aux comptes, le rapport de gestion et les textes des résolutions proposées.

Pour toute autre consultation, le président adresse ou remet aux associés avant qu'ils ne soient invités à prendre leurs décisions, le texte des résolutions proposées et le rapport sur ces résolutions ainsi que, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes et des commissaires à compétence particulière.

Si la société ne comprend qu'un associé et que celui-ci n'exerce pas les fonctions de président, les documents visés ci-dessus lui seront communiqués conformément aux dispositions du présent article.

ARTICLE 24 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la société est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par les dispositions du code de commerce.

ARTICLE 25 - ANNÉE SOCIALE

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 26 - COMPTES SOCIAUX

A la clôture de chaque exercice, le président établit et arrête les comptes annuels prévus par les dispositions du Code de Commerce, au vu de l'inventaire qu'il a dressé des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date. Il établit également un rapport de gestion. Ces documents comptables et ce rapport sont mis à la disposition du commissaire aux comptes dans les conditions déterminées par les dispositions en vigueur, et soumis aux associés dans les six mois suivant la date de clôture de l'exercice.

Les comptes annuels doivent être établis chaque année selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes. Si des modifications interviennent, elles sont signalées, décrites et justifiées dans les conditions prévues par les dispositions du Code de Commerce applicables aux sociétés.

Des comptes consolidés et un rapport de gestion du groupe sont également établis à la diligence du président si la société remplit les conditions exigées pour l'établissement obligatoire de ces comptes.

ARTICLE 27 - AFFECTATION ET RÉPARTITION DU BÉNÉFICE

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice peut, en tout ou en partie, être reporté à nouveau, être affecté à des fonds de réserve généraux ou spéciaux ou, à titre de dividende, être appréhendé par les Associés. La décision est prise sur proposition du président par les Associés.

En outre, les associés peuvent décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont ils ont la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

En cours d'exercice un ou plusieurs acomptes sur dividendes pourra toujours être versé conformément aux dispositions légales.

ARTICLE 28 - PAIEMENT DU DIVIDENDE

Le paiement du dividende se fait annuellement à l'époque fixée par les Associés ou, à défaut, par le président. La mise en paiement du dividende doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête à la demande du président.

ARTICLE 29 - PERTE DU CAPITAL

1. Si les pertes constatées dans les documents comptables ont pour effet d'entamer les capitaux propres dans la proportion fixée par les dispositions du Code de Commerce, le président est tenu de suivre, dans les délais impartis, la procédure s'appliquant à cette situation et, en premier lieu, de provoquer une décision collective des associés à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. La décision des associés est publiée.
2. La dissolution anticipée peut aussi résulter, même en l'absence de perte, d'une décision collective des associés.

La réunion en une seule main de toutes les actions n'entraîne pas la dissolution de la société.

ARTICLE 30 - DISSOLUTION

Dès l'instant de sa dissolution, la société est en liquidation sauf dans les cas prévus par les dispositions du Code de Commerce.

La dissolution met fin aux fonctions du président sauf, à l'égard des tiers, pour l'accomplissement des formalités de publicité. Elle ne met pas fin au mandat des commissaires aux comptes.

Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les fonctions et fixent la rémunération. Le ou les liquidateurs sont révoqués et remplacés selon les formes prévues pour leur nomination. Leur mandat leur est, sauf stipulation contraire, donné pour toute la durée de la liquidation.

Le président doit remettre ses comptes aux liquidateurs avec toutes les pièces justificatives en vue de leur approbation par les associés.

Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le ou les liquidateurs qui ont à cet effet les pouvoirs les plus étendus et qui, s'ils sont plusieurs, ont le droit d'agir ensemble ou séparément.

Pendant toute la durée de la liquidation, les liquidateurs doivent consulter les associés chaque année dans les mêmes délais, formes et conditions que durant la vie sociale. Ils provoquent en outre des décisions collectives, chaque fois qu'ils le jugent utile ou nécessaire. Les associés peuvent prendre communication des documents sociaux, dans les mêmes conditions qu'antérieurement.

En fin de liquidation, les associés statuent sur le compte définitif de liquidation, le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat.

Ils constatent dans les mêmes conditions la clôture de la liquidation.

Si les liquidateurs et commissaires négligent de consulter les associés, le président du tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé, peut, à la demande de tout associé, désigner un mandataire pour procéder à cette consultation. Si les associés ne peuvent délibérer ou s'ils refusent d'approuver les comptes de liquidation, il est statué par décision du tribunal de commerce, à la demande du liquidateur ou de tout intéressé.

L'actif net, après remboursement du nominal des actions, est partagé également entre toutes les actions.

ARTICLE 31 - TRANSFORMATION - PROROGATION

La société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions et suivant les modalités prévues par les dispositions en vigueur.

Avant la date d'expiration de la société, les associés seront consultés à l'effet de décider si la société doit être prorogée.

ARTICLE 32 – OBLIGATIONS DE NON-CONCURRENCE ET D'EXCLUSIVITE.

Dans l'intérêt de la société, il est apparu nécessaire de prévoir la sujétion (i) des associés personnes physiques ou (ii) des associés personnes morales détenues à plus de 50 % par des personnes physiques à certaines obligations particulières relatives à leur activité propre ou à travers la société. Les associés statuant par une décision collective prise à l'unanimité peuvent décider toute dérogation au présent article. Les obligations de non-concurrence et d'exclusivité prévues au présent article seront à la charge des associés pendant toute la durée pendant laquelle ils seront associés de la société et se poursuivront pendant une durée d'une année à compter de la perte de leur qualité d'associé, quelque que soit la cause de cette perte, sauf en cas de dissolution de la société.

1 Non-concurrence.

Chaque associé personne physique ou personne morale détenue à plus de 50 % par des personnes physiques s'engage à ne pas, directement ou indirectement, notamment par personne interposée ou à travers d'une société ou autre entité, pour la durée précisée ci-avant :

- (a) exercer, par lui-même ou par une société qu'il contrôle, une activité concurrente de celle(s) exercée(s) par la société conformément à l'objet social visé à l'article 3, sur le territoire de l'Europe, des USA ou du Canada, sera notamment considéré comme acte de cette nature, le fait d'occuper un poste d'administrateur, de dirigeant ou d'employé
- (b) utiliser à son profit un secret commercial, un savoir-faire ou une information confidentielle appartenant à la société ;
- (c) détenir une participation supérieure à 25 % dans le capital ou exercer toute fonction de dirigeant ou de mandataire social dans une entreprise autre que la Société qui exerce une activité telle que définie au paragraphe (a)

2 Exclusivité.

Chaque associé exerçant une fonction ou un mandat rémunéré dans la société s'engage à se consacrer avec loyauté à ses fonctions et à n'exercer en aucun cas une fonction rémunérée ou non (salaire ou mandat social) dans une entreprise, ou une entité quelconque ayant une activité concurrente ou ayant des rapports financiers ou commerciaux avec la société.

Toutefois, le Président pourra autoriser, préalablement, un associé à rendre ou à donner des avis d'expert, animer des conférences, assurer des cours, etc... dans la mesure où ces activités seraient compatibles avec celles exercées au sein de la Société.

ARTICLE 33 – EXCLUSION

Les associés peuvent décider d'exclure tout associé pour l'un des motifs suivants:

- violation grave des stipulations des présents statuts, notamment en cas de non-respect des dispositions du présent article et de l'article 12 ci-dessus, par violation grave on entend le non-respect d'une stipulation entraînant un préjudice à la Société et/ou un ou plusieurs associés,
- révocation de la fonction de président de l'associé,
- son licenciement en tant que salarié de la société ou de l'une de ses filiales, le cas échéant,
- sa démission de ses fonctions de salarié de la société ou de l'une de ses filiales, le cas échéant,
- agissement ou comportement de nature à nuire ou porter gravement atteinte à l'intérêt social, sera notamment considéré comme acte de cette nature :
- l'opposition continue et répétée à toutes propositions de décisions collectives de nature à compromettre la poursuite de l'activité sociale,

- le comportement constant ayant pour effet la paralysie du fonctionnement régulier de la société,
- le désintérêt total et continu à l'égard des affaires sociales, notamment en ne participant pas, sans raison, aux décisions collectives pendant trois exercices consécutifs,
- le dénigrement de la Société ou le manquement à l'obligation de loyauté,
- le non-respect des dispositions de l'article 32.

La décision d'exclusion doit être prise à l'unanimité des associés autres que l'associé concerné, conformément à l'article 21 des statuts. A défaut d'approbation, l'exclusion peut également être autorisée par une décision de justice à la demande de tout associé. La décision d'exclusion ne pourra concerner qu'un associé à la fois.

En même temps que l'exclusion, les associés peuvent prononcer la suspension des droits de vote de l'associé exclu jusqu'à la date de cession de ses actions.

L'associé concerné doit être avisé par lettre recommandée avec accusé de réception adressée par le président ou tout associé, au moins un mois à l'avance, de l'exclusion envisagée et de ses motifs. Il est invité à présenter ses observations par écrit au plus tard dix jours avant la date de la décision. Ces observations seront communiquées aux associés.

L'associé peut également demander, à condition de faire cette demande à la société quinze (15) jours avant la date de la décision, qu'une assemblée soit réunie pour statuer sur l'exclusion. Lors de cette assemblée, il pourra présenter sa défense, soit par lui-même, soit par mandataire.

L'associé exclu, quelle qu'en soit la cause, doit céder la totalité de ses actions et tous autres titres possédés donnant accès au capital.

Le prix de cession est déterminé, sauf accord amiable entre les parties, conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du code civil. En cas d'expertise, les frais seront supportés par moitié par l'associé exclu et par la société qui est autorisée à payer la part de l'associé et à se rembourser sur le prix de cession.

Dès la fixation du prix, les actions à céder sont proposées par priorité aux autres associés au prorata de leur participation. Si toutes les actions ne sont pas acquises par eux, le solde est acheté par un ou des tiers agréés dans les conditions indiquées à l'article 12 ou par la société elle-même qui est alors tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler.

Le prix est payé, dans un délai de six (6) mois à compter de la décision d'exclusion, contre remise des ordres de mouvement signés par l'associé exclu. A défaut pour cet associé de remettre les ordres de mouvement et après mise en demeure restée infructueuse l'ayant invité à s'exécuter dans un délai de quinze jours, le président peut procéder à la régularisation des cessions et aux inscriptions en compte sur ses simples déclarations.

ARTICLE 34 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations relatives aux affaires sociales susceptibles de surgir pendant la durée de la société ou de sa liquidation, seront jugées conformément aux textes en vigueur et soumises à la juridiction des tribunaux compétents dans les conditions du droit commun.